

Changer de carburant mais pas de moteur

Arnaud Theurillat-Cloutier

Number 815, Winter 2021–2022

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/97431ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Theurillat-Cloutier, A. (2021). Changer de carburant mais pas de moteur. *Relations*, (815), 49–51.

2^{de} 4

Ceci est le deuxième
de quatre articles sur
l'écologie politique
radicale, ses défis
et ses mutations.
Une série à suivre au
fil de nos prochains
numéros.



CHANGER DE CARBURANT MAIS PAS DE MOTEUR

Loin du Green New Deal proposé par l'aile gauche du Parti démocrate et par le Sunrise Movement aux États-Unis, le plan Biden pour le climat consiste en une opération trompeuse.

...

Arnaud Theurillat-Cloutier

L'auteur, enseignant de philosophie et doctorant en sociologie, est co-auteur de *Pour une écologie du 99 %* (Écosociété, 2021)

Le président des États-Unis, Joe Biden, filant à toute allure au volant d'un camion Ford F-150 électrique. La scène, filmée en mai dernier dans le cadre de la tournée officielle du nouveau président pour annoncer son plan d'investissement dans les infrastructures, résume bien la nouvelle version du rêve américain : électrifier le pays, afin que tout puisse changer sans que rien ne change. Autrement dit, préserver le capitalisme et son mode de vie impérial. Rien à voir avec le Green New Deal poussé par le Sunrise Movement, ce mouvement social animé par de jeunes activistes pour la justice climatique et repris par la représentante démocrate Alexandria Ocasio-Cortez et par Bernie Sanders¹. Ce plan, en exigeant la conversion du pays aux énergies renouvelables dans un délai de 10 ans tout en assurant une garantie d'emploi à un salaire juste pour toutes et tous, se présentait comme une réforme non réformiste. Avec le plan Biden pour le climat, on assiste plutôt à une timide réforme par le haut visant à préserver les derniers remparts de légitimité d'une classe dirigeante menacée.

Il était facile pour Biden de se présenter comme le grand sauveur du climat, après les quatre années de règne du climatonégationniste Donald Trump. Mais le négationnisme climatique a changé de forme. Il ne consiste plus à refuser stupidement l'évidence, scientifiquement démontrée, du réchauffement climatique, mais à l'accepter tout en refusant de s'attaquer à l'industrie fossile.

Aux États-Unis, à moins de vivre dans une bulle narcissique à l'instar de Donald Trump, l'inaction devenait intenable pour la classe politique. Durement touchés par l'ouragan Katrina et par des tempêtes tropicales récurrentes, par les inondations en Floride, par les incendies en Californie et par le froid extrême qui a paralysé les centrales électriques du Texas en février 2021, sans compter les canicules meurtrières qui se multiplient, les États-Unis ne pouvaient garder la tête dans le sable plus longtemps. En grande pompe, avec tambours et trompettes, Biden a donc pris des décisions sur la question du climat dès les premiers jours de son mandat : ralliement à l'Accord de Paris, mise en échec du pipeline Keystone XL et moratoire sur tout nouveau bail concernant l'extraction de pétrole et de gaz sur les terres fédérales publiques.



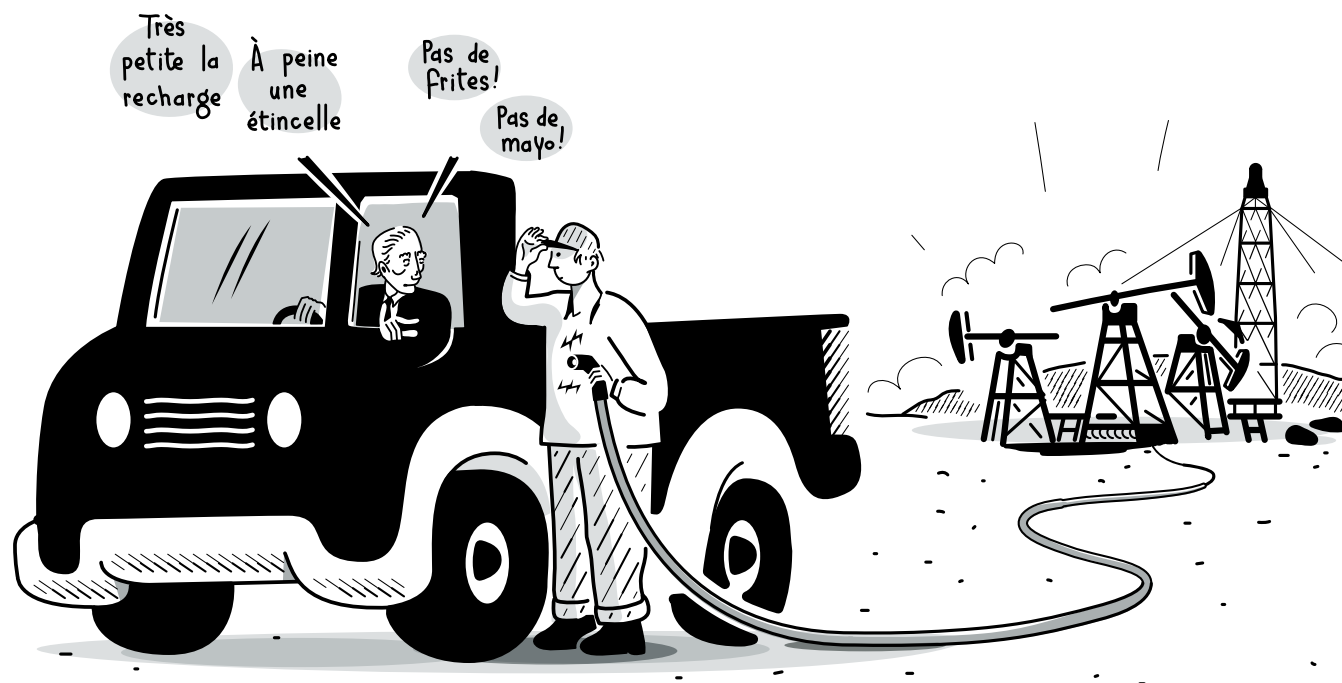


Illustration : Clément de Gaulejac

Biden a réussi à charmer... et à occulter tout ce qu'il faisait d'inavouable derrière les projecteurs : soutien à un projet d'extraction de pétrole en Alaska, maintien du projet du Dakota Access Pipeline contre les droits des peuples autochtones², octroi de 207 permis de forage en mer (entre février et avril 2021), etc. Sans oublier, comble de l'ironie, l'approbation de 1179 demandes de permis de forage sur les terres fédérales (aussi entre février et avril 2021), non loin du record de 1400 approbations établi par Trump. Bref, rien pour transformer le royaume natal du *Big Oil* en république du *Sunrise*.

Décarboniser sans toucher au veau d'or

Ne pourrait-on pas cependant applaudir le vaste plan d'infrastructures de Biden, qui vise en particulier à décarboniser l'économie du pays ? Certes, un changement mérite d'être salué : il devient enfin possible de parler de politiques climatiques qui ciblent la production (l'offre) plutôt que la seule consommation (la demande). En effet, dans un pays structurellement dépendant des carburants fossiles, on aura beau implorer les individus de prendre des douches plus courtes et d'éteindre leurs lumières, cela changera peu de choses. Comme ailleurs dans le monde, les plus gros pollueurs restent les entreprises, pas les individus. Dans une économie capitaliste, en particulier celle des États-Unis, le 99 % n'a aucun pouvoir significatif sur l'orientation de l'économie. Il peut choisir de ne pas consommer de la viande pour des raisons écologiques, mais il a très peu de pouvoir sur l'organisation du territoire, la qualité des denrées produites et la source d'énergie utilisée, par exemple. Tout cela relève en grande partie du 1 % de la population qui accapare la majorité des

richesses et du pouvoir des entreprises capitalistes. Et gare à celui qui voudrait y toucher !

Au moment d'écrire ces lignes, les détails du plan de décarbonisation de l'administration Biden étaient encore débattus, mais l'objectif ultime est d'atteindre la carboneutralité d'ici 2050. La première étape : décarboniser le réseau électrique d'ici 2035. Ce plan mise essentiellement sur des mécanismes faisant appel à la logique de la carotte et du bâton, mais on peut parier qu'il maintiendra intact le pouvoir des grands intérêts privés dans le domaine de l'énergie.

Afin d'inciter le marché de l'électricité à réduire ses émissions de gaz à effet de serre, le *Clean Electricity Performance Program* prévoit de rémunérer les compagnies qui font suffisamment de progrès et d'imposer des pénalités aux autres. Il s'agit pour une compagnie de réussir à augmenter de 4 points de pourcentage par année sa part d'énergie renouvelable vendue pour accéder à une subvention. Mais le diable est dans les détails, car aucun seuil minimal ne limite l'accès à ce financement. Ainsi, un fournisseur d'électricité qui n'aurait au départ que 1 % d'énergie renouvelable à son actif et tout le reste en énergie fossile recevra quand même de l'argent public s'il parvient à atteindre 5 % d'énergie renouvelable vendue l'année suivante. Les centrales au charbon — qui ont grandement contribué aux changements climatiques tout en polluant pendant des décennies, et en connaissance de cause, l'air des quartiers pauvres où vivent en particulier des personnes racisées, auront ainsi la chance de se refaire une virginité. Ces centrales, dont les nuisances sociales et écologiques ont atteint des sommets, en plus des menaces qu'elles font

planer sur l'avenir, n'auraient-elles pas dû être expropriées, tout simplement, afin de pouvoir les fermer plus rapidement au profit de l'énergie éolienne ou solaire? Seule une véritable révolution verte, menée par une large mobilisation sociale, pourrait porter cette revendication aussi juste que nécessaire.

La deuxième partie du plan de Joe Biden comprend des milliards de dollars en crédits d'impôt sur une période de dix ans. Cela inclut un crédit d'impôt pour les énergies renouvelables, un autre pour le stockage d'énergie (notamment dans des batteries), mais aussi pour la capture et le stockage du carbone. Le programme prévoit verser 50 dollars la tonne pour les projets qui stockent le carbone de manière permanente (la multinationale écocidaire ExxonMobil réclamait 100 dollars la tonne). Mais les compagnies pétrolières pourront tout de même se réjouir d'obtenir 35 dollars la tonne en stockant le CO₂ de manière temporaire, avant de l'utiliser pour extraire davantage de pétrole! Dans le monde, la pratique de la récupération assistée du pétrole (*enhanced oil recovery* en anglais) constitue le deuxième usage le plus important du carbone séquestré. C'est une opération profitable que celle de bénéficier de subventions pour émettre encore davantage de carbone.

Déchanter et construire

En clair, le plan de Biden ne touche pas à la propriété des entreprises énergétiques : il socialise les coûts de la transition et garantit les profits privés. Par ailleurs, il ne comprend aucune mesure de réduction de la consommation d'énergie. Cela est pourtant nécessaire, car les énergies renouvelables sont intermittentes et l'électricité difficilement stockable, sans compter que les panneaux solaires et les éoliennes exigent un espace important et l'intensification de l'extraction minière (en particulier dans le Sud global). Ce plan ne contient rien, surtout, pour fermer graduellement l'industrie des carburants fossiles et assurer la transition professionnelle des travailleurs et des travailleuses de ce secteur. Les réserves encore abondantes de cette industrie représentent

pourtant une menace qu'on devrait considérer aussi dangereuse que celle que pose la bombe nucléaire. Aucun pouvoir démocratique sensé ne laisserait entre des mains privées un tel pouvoir de destruction massive.

Les faiblesses de ce plan de transition sont-elles surprenantes? À bien des égards, pas du tout. Après la crise financière et économique de 2008, l'administration Obama s'était vantée d'avoir réalisé le plus grand investissement de l'histoire dans les énergies propres. En réalité, elle a parallèlement contribué à faire croître l'extraction du pétrole aux États-Unis, Trump n'ayant pas eu grand-chose à faire ensuite à ce chapitre. Pourquoi une telle incohérence? Parce que même avec les meilleures intentions du monde, le président des États-Unis n'est pas maître en sa demeure. Obama a fait face aux menaces de « grève » des grands détenteurs de capitaux. Biden fait face aux mêmes pouvoirs. Seule une vaste mobilisation sociale, doublée d'un gouvernement prêt à poser des gestes de rupture, pourrait établir un certain contre-pouvoir.

Comment construire ce contre-pouvoir? Les partisans du Green New Deal, tel que proposé par le Sunrise Movement, ont bien compris que ce ne sont ni les catastrophes, ni la peur qui poussent à l'action. Afin de contrer la crise climatique et écologique, il faut redonner du pouvoir aux gens sur leur vie, en démarchant des besoins de base comme le transport public et l'électricité et en démocratisant le pouvoir économique (en matière d'énergie et de gestion des entreprises). Tel est le projet d'une écologie politique du 99 %. ■

Ce plan ne contient rien, surtout, pour fermer graduellement l'industrie des carburants fossiles et assurer la transition professionnelle des travailleurs et des travailleuses de ce secteur.

1— Voir Roger Rashi, « La "Squad" contre l'establishment du Parti démocrate », *Relations*, n° 812, printemps 2021.

2— Lire Leena Minifie, « Les gardiens de l'eau et de la terre », *Relations*, n° 790, mai-juin 2017.